

Crise au CNRS ou crise d'une conception de la recherche et de sa gouvernance ?

Ce texte est une réponse à une pétition lancée fin janvier 2006, pour demander une commission d'enquête parlementaire sur le pilotage par l'Etat de la recherche publique et sur le rôle qu'il souhaite donner aux organismes de recherche, et en particulier au CNRS. Il a été placé sur le site de Sauvons La Recherche.

Je me permets de réagir à chaud sur la pétition « Crise au CNRS ou Crise de l'Etat » en tant que syndicaliste et élu des personnels au titre du SNTRS-CGT au Conseil Scientifique de 2001 à 2005 et actuellement au conseil d'administration. Pour ma part, je ne le signerai pas et pense qu'il s'agit des derniers soubresauts d'une crise longtemps larvée qui révèle effectivement des dysfonctionnements mais que je ne situe pas là où le font les promoteurs de cette pétition.

Je fais partie de ceux qui dès le début ont manifesté leur opposition au projet de Bernard Larroutuou. Avec mon syndicat, j'ai estimé qu'il s'agissait d'une transformation d'un grand organisme de recherche fondamentale où les personnels et les équipes pouvaient encore, un tant soit peu, apporter leur liberté de propositions et d'initiative en un organisme piloté d'en haut. Je fais partie de ceux qui, dès le début ont combattu des points du projet que certains semblent oublier bien vite : la baisse de l'emploi statutaire pour faire place aux CDD, la baisse du nombre des élus au profit des nommés dans les commissions du Comité National, le presque abandon de la volonté de coordonner la recherche au niveau national au profit d'initiatives décentralisées et concurrentes entre elles, la volonté d'abandonner des champs scientifiques entiers au profit des universités avec mise à disposition de personnels. Beaucoup de ces éléments sont partie intégrante des politiques libérales menées de façon successive par les gouvernements de messieurs Raffarin et De Villepin.

L'ingérence du gouvernement dans les affaires du CNRS est inacceptable. Mais, B. Larroutuou a été nommé par un gouvernement de droite et il a été démis par un gouvernement de droite. Cela révèle d'abord qu'il existe des divisions à droite sur l'organisation de la recherche française, divisions qu'il est difficile d'appréhender car elles sont aussi le reflet de réseaux d'influences occultes. Cela a certes compliqué les prises de positions des uns et des autres, mais ces divisions ne passaient pas entre les méchants qui veulent casser le CNRS et les bons défenseurs d'un CNRS tel que le veulent ses personnels. Pour mon syndicat, nous n'avons jamais accepté de quitter le combat des idées pour lancer une pétition demandant la démission de Larroutuou, bien qu'ayant été démarché en ce sens à plusieurs reprises par des émissaires du ministère de la recherche durant toute l'année 2005.

Cette crise met aussi en évidence que le gouvernement, comme d'ailleurs de nombreux scientifiques, surestime l'importance de l'innovation dans les mécanismes de notre économie. L'OPA hostile du sidérurgiste indien MITTAL contre ARCELOR n'a pas lieu parce que MITTAL est plus innovant, mais bien parce que les mécanismes de l'économie libérale mondialisée le permettent. Le projet de B Larroutuou tombait lui aussi dans ce travers. Son continuum recherche formation innovation en est un des exemples, en surdimensionnant l'importance de l'innovation au détriment de la recherche fondamentale. L'actualité montre bien que l'innovation n'est pas le dernier rempart de notre indépendance nationale, mais bien le moyen pour le capitalisme de maintenir en cette période de l'histoire ses taux de profit.

J'accepte et comprend que ceux qui, en toute bonne foi, pensaient et pensent encore que ce projet pouvait constituer un élément de défense du CNRS, s'expriment publiquement. Mais je réfute l'affirmation que la réforme était soutenue au niveau où ils le disent, c'est à dire du CTP jusqu'au Conseil d'administration.

Qui votent en toute liberté et selon sa conscience dans les instances du CNRS ? Ne vous faites pas d'illusions, ce sont uniquement les élues et les élus. En 30 ans de syndicalisme, je n'ai jamais vu la parité administrative pouvoir s'exprimer librement en réunion. Dans un Comité Technique Paritaire, quel que soit le sujet abordé, c'est l'unanimité de la parité administrative. Dans une CAP, tous les nommés sont toujours de l'avis du président de celle-ci même sans avoir lu le moindre dossier. La seule instance qui se soit exprimée librement durant cette période, c'est le conseil scientifique parce que sa présidente, Elisabeth Dubois Violette, avait imposé le vote à bulletin secret pour toutes les décisions. Je ne me souviens pas que, ni madame Berger, ni monsieur Larroutuou n'aient été enthousiasmés par cette initiative. Mais elle a donné une vraie liberté à tous et notamment aux scientifiques nommés.

Le premier des scandales, c'est d'abord que les représentants du gouvernement, de tous les ministères et pas seulement de celui de la recherche aient voté pendant deux ans au CA les propositions de B Larroutuou alors qu'ils en pensaient la contraire. Il suffisait d'ouvrir ses oreilles pendant les pauses du CA pour se rendre compte de leur état d'âme. Cette obsession légitimiste digne des pires régimes monarchiques, cette Kadaver Gehorsam, l'obéissance du cadavre que le régime nazi exigeait de ses fonctionnaires, ne fait pas honneur à l'administration française. Mais, ce que le ministère exige de ses représentants, Larroutuou l'exigeait aussi des siens au CTP et ailleurs, suivant ainsi la tradition étatique de tous nos directeurs d'organismes : les fonctionnaires nommés doivent tous se comporter en fonctionnaires d'autorité.

L'administration française fonctionne sous ce qui s'appelle le régime du paritarisme : de nombreuses décisions se prennent dans des assemblées (en CTP, en CAP) où il y a autant de nommés que d'élus. Pour imposer une décision, il suffit que l'administration fasse bloc. Le paritarisme est à bout de souffle. Ce sont nos plus hauts responsables, du ministre jusqu'au directeur du CNRS, qui l'ont étouffé en exigeant des nommés qu'ils mettent une chape de plomb sur leur intelligence et sur leur esprit critique.

Cette pétition est signée et probablement initiée par des membres de l'ancienne équipe de direction, qui n'ont pas encore démissionné mais qui visiblement ont décidé de créer les conditions de leur futur limogeage. Basée sur des objectifs confus qui sont très éloignés, à la fois des propositions des syndicats et de celles des Etats Généraux, elle ne peut que prolonger encore plus la crise du CNRS, sans faire avancer les idées défendues par les personnels lors des Etats Généraux.

Alors plutôt que de défendre Larroutuou, défendons la démocratie et nos propositions.

Daniel Steinmetz, Membre élu au CA du CNRS